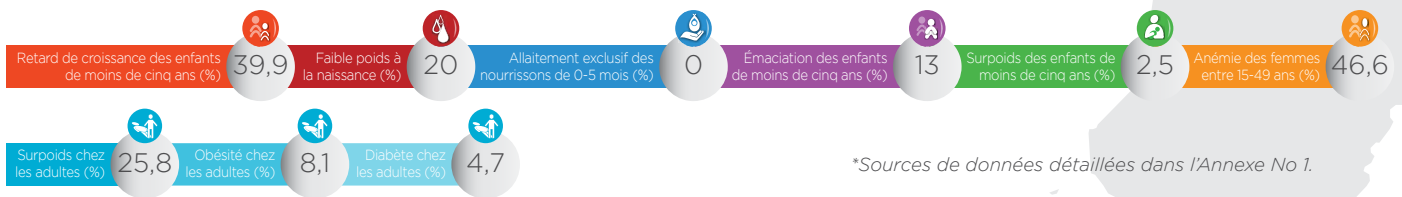




Date d'adhésion : mai 2013
Population : 11,18 millions

Tchad



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

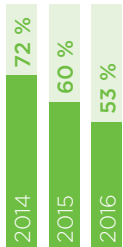
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national de nutrition et d'alimentation (CNNA, d'après ses sigles en français), plateforme interministérielle instituée en 2014 par arrêté du Premier ministre, n'est pas encore fonctionnel. En revanche, son comité technique permanent, comité multiacteur, est convoqué régulièrement par le directeur de la nutrition du ministère de la

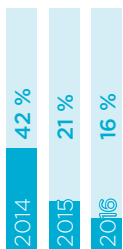
Santé, point focal SUN. Sept réseaux sont établis : ceux des journalistes, des « ambassadeurs » de la nutrition et des académiciens, dont l'opérationnalité varie. En 2016, le Tchad installera des comités multisectoriels de nutrition dans cinq régions et inaugurerait le CNNA.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Adoptée en mai 2015, la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA, d'après ses sigles en français) comprend une stratégie de communication et un Plan intégré de mise en œuvre (PAINA, d'après ses sigles en français), qui est en cours d'élaboration et sera finalisé d'ici septembre 2016. Les politiques nationales de sécurité alimentaire,

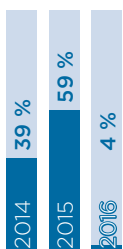
de santé, d'éducation et de développement rural, intègrent désormais la nutrition. D'autre part, les parlementaires travaillent actuellement à l'adoption du Code de commercialisation des substituts du lait maternel et au renforcement de la législation sur le sel iodé. Cependant, l'application et l'opérationnalisation de la législation pro-nutrition sont encore difficiles.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Un plan opérationnel du PAINA sera élaboré afin de servir de cadre commun de résultats : il alimentera les plans d'actions des différents réseaux. À cette fin, les efforts de la part de toutes les parties prenantes se centrent sur l'élaboration d'une cartographie

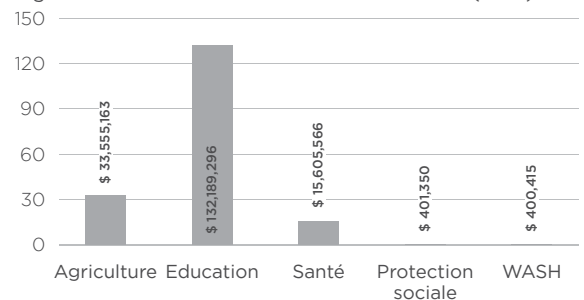
compréhensive des interventions, avec un accent sur celles des Nations Unies et des membres du *cluster* nutrition. De plus, une évaluation des capacités et des besoins en formation à la nutrition est également prévue pour 2017.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

L'estimation des coûts du PAINA sera faite une fois le plan finalisé. En complément de l'exercice de suivi des allocations budgétaires en 2015-2016, le ministère de la Santé collabore avec les partenaires extérieurs pour définir un plan chiffré de leur contribution. Les partenaires respectent leurs engagements, et le 11e Fonds de développement européen sera aligné avec la PNNA. Cependant, le décaissement des fonds est parfois problématique, ce qui est aussi le cas pour l'État, mais les parlementaires sont saisis de la question.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)



PRIORITÉS 2016-2017

- Achever et adopter le Plan intégré de mise en œuvre.
- Surveiller l'élaboration du cadre commun des résultats assorti d'un plan de suivi et d'évaluation.
- Opérationnaliser le Conseil national de nutrition et d'alimentation, et mettre en place de comités régionaux de la nutrition et de l'alimentation dans 5 régions pilotes.